



## Pour une Europe qui protège et agit !

### 1. Le R.W.F. est favorable au principe d'une construction européenne, mais s'oppose à son fonctionnement actuel et à ses orientations.

- Le R.W.F. le constate et le regrette : l'Union européenne reste peu démocratique, ressentie par les opinions publiques comme une machine bureaucratique dominée par une Commission élitiste et arrogante.
- L'Europe ne remplit pas sa mission lorsqu'elle tolère des différences sociales et régionales croissantes, et lorsqu'elle se dilue dans un libre-échangeisme inconditionnel qui la rend complice d'une mondialisation sans contrôle. La Commission européenne, qui a montré sa passivité dans la crise actuelle, n'est plus le moteur de l'intégration communautaire qui a marqué un coup d'arrêt significatif. Après avoir présidé à la création de la monnaie unique et avoir promu l'affaiblissement des Services publics, elle demeure une autorité de la concurrence entre opérateurs privés. Et elle a renoncé de facto à jouer le rôle de gendarme de la rigueur budgétaire des Etats dans la crise actuelle.
- Et cette Europe s'éloigne de ses citoyens puisqu'elle n'exige pas de chacun de ses membres leur consultation par référendum lorsqu'une grande décision doit se prendre, qu'il s'agisse de l'adoption du Traité constitutionnel ou de l'adhésion de nouveaux pays à l'Union. Et, lorsqu'un référendum est malgré tout mis en œuvre et qu'il se traduit par la victoire du « non » (exemples français, néerlandais ou irlandais), l'Europe se conduit comme si elle manipulait la démocratie en exigeant, avec pressions et menaces à l'appui, une nouvelle convocation des électeurs et un nouveau vote.
- En Belgique, les citoyens sont méprisés car jamais consultés sur l'Europe. Les Traités sont votés sans débat par des parlementaires qui n'ont jamais lu les textes, et en l'absence de grand débat public dans les médias.
- Nous voulons une réforme du rôle de la Commission. Aujourd'hui, elle est interventionniste à outrance, soumise aux lobbys (exemple du feu vert donné aux cultures d'OGM), et irresponsable car échappant au contrôle d'une instance démocratique.
- Enfin, c'est une autre dérive qu'il faut dénoncer, à savoir celle d'une Europe dérégulatrice portée par l'alliance objective entre conservateurs de droite et de gauche. Dans les faits, il en résulte une augmentation des délocalisations, des distorsions de concurrence sociales et fiscales, des désindustrialisations. Tant que le consensus élitiste sur un libre-échangeisme exacerbé et incontrôlé n'a pas été brisé, l'Europe risque bien de rester un simple spectateur de la crise et d'empêcher toute coordination entre les Etats membres.

L'Europe de la dérégulation, en vérité, n'a cessé de grignoter les acquis de la social-démocratie et de fragiliser la sécurité des classes ouvrière et moyenne salariées. Elle a affaibli les démocraties nationales en réduisant leurs parlements à des chambres d'entérinement des directives. Cette Europe, surtout celle des quinze dernières années, a reposé sur l'alliance de deux internationalismes – le libéral et le socialiste – dont le fond commun est la primauté de l'économico-commercial sur le politique. Funeste illusion qui s'est heurtée à la crise, une crise qui démontre au contraire le primat de la politique, c'est-à-dire de la décision. En somme, l'Europe telle qu'elle a dévié, a enseigné une idéologie du fatalisme politique ou de la résignation recouvrant sa volonté de se retirer de l'Histoire.



## Programme européen du R.W.F.-R.B.F. - Elections du 7 juin 2009

### **2. Oui à une Europe qui protège et qui agit, pour la défense des intérêts économiques, sociaux et environnementaux des citoyens.**

Des institutions européennes (Conseils, Commission, Parlement, Banque Centrale, Banque européenne d'Investissement, etc.) devenues plus volontaristes, en alliance avec les gouvernements nationaux et les régions, devraient chercher à atteindre les objectifs suivants :

- réindustrialisation ;
- relocalisation des emplois ;
- recherche proactive de convergences sociales et fiscales entre Etats membres, et entre Régions ;
- utilité sociale des grands travaux publics et des aménagements territoriaux ;
- acceptation positive des contraintes environnementales et valorisation de celles-ci en termes d'emplois, de services, et de richesses créées ;
- réappropriation de l'avenir par des recherches et par des investissements qui anticiperaient les besoins des générations futures ;
- rétablissement d'une préférence communautaire ciblée et raisonnable, notamment en vue de lutter contre les dumpings extérieurs sociaux et environnementaux ;
- réorientation de la Banque Centrale d'Investissement et du Pacte de stabilité qui doivent devenir des instruments de la croissance et de l'emploi, au service de la volonté politique et des besoins sociaux des peuples européens ;
- un véritable gouvernement économique de la zone euro doit rétablir une dynamique industrielle dans le cadre d'un grand marché intérieur ;
- les services publics menacés par la dérégulation et l'ouverture à la concurrence (entérinées dans les années 1990 par tous les partis socialistes au pouvoir en Europe et en particulier par le ministre Di Rupo), doivent être préservés à tout prix et garantis dans leurs missions originales.

### **3. Oui à une autre approche de la crise internationale.**

La crise financière, économique et sociale actuelle est celle de la mondialisation, notamment celle d'une spéculation financière internationale qui s'est déployée en l'absence de règles.

Une meilleure efficacité des systèmes monétaires et bancaires, et un ordre social plus juste doivent être recherchés. A cet égard, l'Europe peut et doit jouer un rôle majeur.

Ce nouveau cours ne s'imposera que par un retour de la volonté collective incarnée par la puissance publique, celle des Etats mais aussi celle des institutions internationales (faut-il préciser que la restauration de la puissance publique ne signifie en rien l'établissement d'un régime étatique et bureaucratique, mais le retour du politique comme garant de l'intérêt général ?).

Sur le plan planétaire, il faut un meilleur fonctionnement des institutions : leurs objectifs consisteront en un véritable développement humain et un souci actif de la préservation de l'environnement.

- Le F.M.I. (Fonds Monétaire International) doit être rééquilibré en y faisant une place convenable aux pays émergents, et s'employer à un contrôle renforcé du système monétaire international.
- La Banque Mondiale, déconcentrée par groupes régionaux de pays, doit devenir un instrument d'aide au développement économique.
- L'O.M.C. (Organisation Mondiale du Commerce) cessera d'être le temple du libre-échange mondialisé et sera effectivement le régulateur du commerce international par la concurrence loyale et notamment grâce à des clauses sociales et environnementales. Les délocalisations croissantes d'entreprises au départ de l'Europe vers des pays à bas coûts impliquent le retour, pour certains secteurs et avec une vision équilibrée des échanges, à la préférence communautaire et au tarif extérieur commun. La protection du tissu industriel de l'Europe et de son modèle social est à ce prix.



#### **4. Oui à une autre articulation des institutions européennes, et à un réajustement de leurs fonctions.**

- Remettre la Commission à sa juste place : c'est elle qui est la principale responsable des dérives de l'Europe et de la mauvaise perception que l'opinion publique s'en fait.
- Trop de commissaires se comportent en Ministres et se considèrent comme tels (or, ils ne sont que des fonctionnaires nommés) ; leurs fonctions devraient être comparables à celles de Secrétaires généraux appliquant la volonté politique des gouvernements nationaux et du Parlement européen, lesquels doivent donner les impulsions législatives et budgétaires.
- Restituer leur rôle aux Parlements nationaux, trop souvent tenus à l'écart des décisions européennes. Il convient de les associer étroitement au Parlement européen dans la préparation du travail législatif. Quant à la lourde et coûteuse machine que constitue le Parlement européen, il faut la réformer et ramener le nombre de ses députés (750 aujourd'hui) à un maximum de 500.
- Reconstruire le projet européen autour de grands programmes et investissements (par exemple, viser à l'indépendance énergétique de l'Europe). Mais l'Europe doit aussi être un projet de civilisation : un patrimoine, un mode de vie, des droits humains, des acquis démocratiques et sociaux.

Enfin l'Europe doit affirmer sa volonté d'exister et d'agir sur la scène mondiale.

Un projet de civilisation pour l'Europe ne peut pas reposer sur la doctrine naïve de la négation et de la disparition des Etats nations (nous ne pensons pas ici à l'Etat belge qui n'est pas un Etat nation !).

Pour l'instant les Etats nations demeurent les socles essentiels de la citoyenneté démocratique et de la légitimité politique du pouvoir.

Ils peuvent déléguer des compétences à l'Union à la condition de ne pas affaiblir la souveraineté populaire.

Par conséquent, comme le proclamait Jacques Delors, l'Europe doit se bâtir comme une « fédération d'Etats nations » et non pas – comme le voudrait l'idéologie officielle belge – comme un super Etat fédéral et post-national.

#### **5. Oui à une Europe « européenne » et donc indépendante : oui à une « Europe –Puissance ».**

L'Europe ne deviendra une réalité politique que si elle possède l'ambition de peser dans les affaires du monde et de compter sur la scène internationale.

A cet effet, elle doit être volontariste et forte, et se doter d'instruments et de budgets pour se faire entendre et pour assurer sa défense de manière indépendante sans pour autant rompre ses alliances actuelles.

Elle doit s'organiser autour de son « noyau dur » (le tandem franco-allemand), développer les coopérations renforcées en cercles concentriques, et s'ouvrir à des partenariats privilégiés (plutôt qu'à des élargissements inconsidérés) en direction de la Russie, de la Turquie et du monde méditerranéen.

Le monde, plus que jamais, est instable et dangereux. Les Européens doivent se défaire de l'illusion selon laquelle la démocratie et la paix se propageront automatiquement à partir du progrès économique et de la multiplication des échanges commerciaux. Il n'y a pas non plus de véritable « communauté internationale ». L'Europe-Puissance est dès lors une nécessité ; au bon sens du terme, l'Europe-Puissance est une Europe de la responsabilité (Hubert Védrine). Ce concept n'induit en rien une posture



## Programme européen du R.W.F.-R.B.F. - Elections du 7 juin 2009

militariste ou impérialiste. Il signifie une volonté collective de tenir compte des rapports de force internationaux et d'agir. C'est à cette condition que l'Europe restera présente dans l'Histoire du monde.

### **6. Non à l'adhésion de la Turquie comme Etat membre, mais oui à un partenariat privilégié avec elle.**

C'est à bon droit que les opinions publiques exigent une définition de l'identité européenne et donc des limites géographiques et politiques de l'Europe.

Les élargissements précipités et les adhésions en série ne sont plus de mise. Nos quatre partis traditionnels font cependant preuve de complaisance « politiquement correcte » à l'égard de la candidature turque.

Toute nouvelle adhésion doit être soumise à de strictes conditions et notamment à l'acceptation préalable des peuples des Etats membres par voie de référendums. A peine de faire de l'Union une sous-ONU, il faut éviter à tout prix que la tentation de l'universel ne se confonde avec de la dilution et donc de la dissolution.

Pourquoi faut-il rejeter l'entrée de la Turquie dans l'Union ?

- pas pour des motifs religieux, mais parce que la Turquie n'est pas européenne.
- La Turquie refuse la reconnaissance juridique de Chypre, Etat membre de l'Union dont une partie du territoire est occupée militairement.
- Les autorités d'Ankara renoncent de plus en plus à la tradition de laïcité, tolèrent les progrès de l'islamisme militant, et ne respectent pas clairement les droits de l'homme, notamment ceux de la minorité kurde.
- De plus, elles persistent dans le refus de reconnaître le génocide de 1915 contre les Arméniens.

Il faut le rappeler : l'adhésion turque est fortement appuyée par des responsables politiques tels que Louis Michel et Guy Verhofstadt et surtout par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sans souci de l'affaiblissement de l'identité européenne qui pourrait en résulter.

Ecarter l'adhésion de la Turquie, c'est rendre service à l'Union. De nombreuses personnalités de tous bords en sont persuadées : c'est le cas notamment de Valéry Giscard d'Estaing, Karel Van Miert, Robert Badinter, Jean-Louis Bourlanges, etc. Elles plaident, comme nous, de manière positive pour un partenariat privilégié.

### **7. Une union de la Wallonie et de Bruxelles avec la France nous permettrait de jouer un rôle en Europe, à travers la République française.**

Le gouvernement belge ne pèse pratiquement plus dans les grandes délibérations européennes... On n'ose pas imaginer quel eût été le rôle d'un Yves Leterme comme Président de l'Union... En revanche, au second semestre de 2008, la Présidence française s'est employée, non sans succès, à réanimer une Europe qui sombrait dans la paralysie. Elle a pris, sous l'égide de M. Sarkozy, des initiatives volontaristes et positives. Par exemple : l'apaisement dans le conflit entre la Russie et la Géorgie ; les concertations intergouvernementales contre la crise financière ; l'adoption du « plan climat », etc.

La présidence française a redonné le goût de la politique aux institutions européennes, en contraste avec la terne passivité de la Commission Barroso et consorts.

Le retour de la nécessaire coopération intergouvernementale au nom de la politique et d'une ambition pour l'Europe a été salué par un journal tel que *Le Monde* pourtant généralement hostile au Président Sarkozy (cf. l'éditorial du 18 décembre 2008).



## Programme européen du R.W.F.-R.B.F. - Elections du 7 juin 2009

On notera que les « non » français, hollandais (2005) et irlandais (2008) au Traité constitutionnel n'avaient été que la conséquence et le révélateur d'une crise de fonctionnement de l'union préexistante, non pas la cause. A cette occasion, le débat citoyen en France a signifié un réveil de l'intérêt populaire pour l'Europe, pour une Europe plus démocratique, plus sociale, plus active.

Lorsqu'elle commença à s'organiser, il y a cinquante ans, l'Europe représentait un espoir. Elle était le produit des conséquences de la guerre, des nécessités de la reconstruction, et des inquiétudes de la guerre froide. Mais elle était aussi un projet. Un projet né d'un héritage – une civilisation, une société de liberté et de progrès social – et d'une volonté, celle de préserver les acquis tout en préparant un avenir meilleur. La génération actuellement au pouvoir a délaissé le vieux rêve des fondateurs. La gauche institutionnelle tout comme la droite officielle ont abaissé ce rêve au rang d'une morne résignation en adoptant le mercantilisme comme nouvelle religion.

Aujourd'hui, au-delà des déceptions, l'Europe reste une nécessité incontournable mais il faut la reconstruire autrement. A cet égard, le R.W.F. récuse le discours officiel belge, ultra-européiste et ultra-fédéraliste. Ce discours n'est autre que celui d'une fuite en avant post-nationale visant à une dissolution plus ou moins honorable d'un Etat belge moribond dans un super Etat européen qui abaisserait et réduirait ses vieilles nations.

L'Europe doit respecter les peuples européens et donc les Etats nations qui les encadrent. La nation n'est pas le nationalisme. Au contraire, le nationalisme est une maladie de la nation. Communauté de citoyens, la nation est le cadre naturel de la démocratie et du civisme ouvert et solidaire.

Nous pensons que l'Europe ne peut pas s'édifier sur la ruine des Etats nations. C'est pour l'avoir tenté que les fédéralistes européens ont échoué, n'aboutissant qu'à une Europe molle et velléitaire. L'Europe n'est pas un Etat nation et ne le sera pas avant longtemps. Faire croire le contraire, c'est essayer de consoler une certaine opinion publique de l'échec du fédéralisme belgo-belge. Mais c'est aussi et surtout la tromper.

Aujourd'hui, les crises du fédéralisme européen et du fédéralisme belge mettent la Belgique en face de ses contradictions. L'évaporation belge dans une création supranationale a été présentée comme un modèle pour l'Europe. Or, l'échec du fédéralisme belge n'est que le miroir de l'échec d'un certain fédéralisme européen. Aujourd'hui, le retour des Etats impose à la Belgique de recourir à des moyens d'action, politiques et financiers, dont elle ne dispose plus et dont elle s'est même volontairement privée. Incapable de mettre en œuvre un véritable plan de relance, la Belgique est de surcroît prise de vitesse par une Flandre qui agit déjà avec les réflexes d'un Etat constitué (cf. son intervention en faveur de la KBC). L'Europe n'est plus, pour la Belgique, cette illusoire planche de salut tant vantée au cours des décennies précédentes.

L'échec des fédéralismes belge et européen scelle également le décès de « l'Europe des Régions », une thèse qui avait accompagné la mainmise du PS sur la Wallonie et qui lui avait permis d'éluder la question de son identité nationale.

En cela, la Wallonie officielle s'est placée dans le simple prolongement de la Belgique et de son idéologie. Elle a montré quelle ne souhaitait pas avoir d'existence en dehors de celle-ci.

Quant à une hypothétique « Belgique confédérale », elle ne serait pas une adaptation du « modèle belge » à la nouvelle réalité européenne, mais une étape avant démantèlement définitif.

Unies à la France, la Wallonie et Bruxelles feront partie d'une grande nation européenne dont le poids politique et diplomatique est incontestable. Avec la France, la Wallonie et Bruxelles pourront se réapproprier un projet de civilisation fondé sur la coopération démocratique des peuples d'Europe.

Dans l'immédiat, le R.W.F. œuvre à l'internationalisation de la crise existentielle de l'Etat belge. Sans doute, l'Europe, ou au moins certains gouvernements, essaieront-ils de protéger à tout prix une Belgique



## Programme européen du R.W.F.-R.B.F. - Elections du 7 juin 2009

en voie de décomposition en la présentant comme le prétendu modèle en réduction de l'Union (en vérité, un bien pauvre modèle !). Ce n'est pas la voie du réalisme politique.

Nous préférons croire que l'Europe prendra acte de l'échec définitif du fédéralisme belge et de la menace que sa crise terminale pourrait faire peser sur la stabilité géopolitique de cette partie du continent.

L'internationalisation nécessaire de la crise belge devrait entraîner une intervention déterminée de la République française, le moment venu, mais également une implication européenne. Ainsi l'Union devrait pouvoir être chargée de la surveillance, voire de l'organisation de référendums locaux qui fixeront notamment en périphérie bruxelloise et à Fourons, les frontières définitives des Etats successeurs de l'ancienne Belgique.

L'Union européenne devrait pouvoir intervenir en faveur de la protection des minorités qui subsisteront de part et d'autre, en exigeant un Traité international assurant la réciprocité à cet égard (minorité francophone en Flandre, minorité flamande à Bruxelles). Et elle pourrait contribuer à la définition d'un statut de Bruxelles intégrée à la France mais qui prendrait en compte la dimension et la vocation européennes de cette grande métropole francophone.

Le R.W.F. propose donc un message clair et fort aux Wallons et aux Bruxellois. La liste du R.W.F. présente notamment, parmi ses candidats, deux anciens députés européens (Ernest Glinne et Paul-Henry Gendebien) mais également une nouvelle génération de militants.

Voter pour eux, c'est aussi donner un sévère avertissement aux partis officiels responsables de l'enlèvement de l'Europe.

Il est temps de promouvoir l'Europe des citoyens et des peuples.